

APRÈS SONATRACH ET NAFTAL

Nouveaux patrons aux banques, douanes et Air Algérie

Après les grandes entreprises du secteur de l'énergie, c'est au tour de certaines institutions financières et des banques publiques de connaître des changements de responsables.

Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Hier, deux nouveaux P-dg ont été nommés à la tête du groupe Sonatrach et de la société de distribution des produits pétroliers Naftal. Il s'agit, respectivement, d'Amine Mazouzi, jusque-là cadre à la division Amont en charge de la planification et qui remplace le P-dg par intérim, Saïd Sahnoun, en poste depuis la mi-2014, et de Hocine Rizou, qui était le P-dg de

la société spécialisée dans la construction Inerga, filiale du groupe Sonelgaz.

Après le secteur de l'énergie, c'est au tour de l'establishment financier de connaître des changements de responsables. Ainsi, la Direction générale des Douanes sera dorénavant dirigée par Kadour Bentahar, qui exerçait la fonction de directeur de la réglementation et qui succède à

Mohamed Abdou Bouderbala, désigné à la tête de la compagnie aérienne Air Algérie, en remplacement de Mohamed-Salah Boultif.

Des changements, des permutations et de nouvelles nominations sont également opérés dans le secteur bancaire public. Ainsi, le P-dg de la Banque nationale d'Algérie (BNA), Omar Boudiab, a été nommé à la tête du Crédit populaire d'Algérie (CPA), succédant à Achour Abboud, qui le remplace à la tête de la BNA. Un autre changement concerne la CNEP-Banque.

Etant mis fin à ses fonctions, Djamel Bessa est remplacé par l'actuel directeur général de la société Idjar El Djazaïr, Rachid Metref. En ce qui concerne la Banque de développement local (BDL), le changement porte sur la nomination de l'actuel directeur générale de la Société nationale de leasing (SNL), Krim Mohamed, en remplacement de Mohamed-Arslane Bachetarzi.

Aucun changement n'a été, par contre, annoncé concernant la Banque extérieure d'Algérie (BEA), dirigée par Mohamed

Loukal, ainsi que la Banque de l'agriculture et du développement rural (BADR), managée par Boualem Djebbar, également président de l'Association des banques et établissements financiers (Abef). Opérés ainsi dans le sillage du remaniement gouvernemental et institutionnel, ces changements peuvent s'expliquer par le souci d'insuffler un autre souffle au management des entreprises et institutions bancaires publiques, dans le contexte financier actuellement contraint que vit le pays.

C. B.

Plusieurs annonces à l'issue du Conseil des ministres

Le président de la République a réuni, hier, le Conseil des ministres au Palais d'El-Mouradia. Une réunion, la première du genre de l'année en cours pour les membres du gouvernement dans sa nouvelle composante consécutivement au double remaniement de l'exécutif de ces derniers jours. Elle fut l'occasion pour Abdelaziz Bouteflika d'appeler à la mobilisation pour l'exécution du programme quinquennal de développement, dans une conjoncture marquée par les contraintes actuelles sur les revenus de l'Etat au vu de la dégringolade des cours du pétrole.

Ceci, outre de faire le point avec les ministres,

sur nombre de dossiers dont la préparation des prochaines rentrées scolaire et universitaire et le mois de Ramadhan, de valider le nouveau découpage administratif portant création de dix circonscriptions administratives dans autant de wilayas du sud du pays, de passer en revue d'autres dossiers comme le plan anti-cancer, le programme national de développement de l'efficacité énergétique qui devra permettre de réaliser un gain financier de 42 milliards de dollars à l'horizon 2030, avec une réduction de 9% de la consommation d'énergie.

Invitant le gouvernement à poursuivre et accélérer

les réformes législatives, réglementaires et organisationnelles à l'effet de promouvoir le développement de l'investissement et de la création d'emploi, le président de la République a notamment souligné que «l'heure n'est plus aux batailles idéologiques, et qu'il n'y a plus de distinction entre capital public ou privé national».

Le chef de l'Etat a eu, à la même occasion, à poursuivre son lifting. Ceci en procédant à un ménage parmi nombre d'entreprises et institutions publiques, à l'image de Sonatrach, Air Algérie, les douanes, la BNA, le CPA, la CNEP et la BDL.

M. Kebci

Création de 10 circonscriptions administratives dans des wilayas du Sud

Dix circonscriptions administratives qui seront créées à travers plusieurs wilayas du Sud seront dirigées par des walis délégués, placés sous l'autorité des walis territorialement compétents. C'est l'une des décisions prises, hier, lors de la réunion du Conseil des ministres. Les wilayas concernées par ces nouvelles circonscriptions administratives sont Adrar, Biskra, Bechar, Tamanrasset, Ouargla, Illizi, El-Oued et enfin Ghardaïa. Ce nouveau dispositif administratif, qui «sera immédiatement mis en œuvre à travers les wilayas du Sud, sera étendu en 2016, à travers des wilayas des Hauts-Plateaux», précise le communiqué du Conseil des ministres.

Le Président Bouteflika, qui a présidé le premier Conseil des ministres remanié il y a quelques jours, a ordonné au gouvernement «de doter ces nouvelles circonscriptions administratives de toutes les ressources humaines nécessaires pour garantir le bon accomplissement des missions qui leur sont dévolues».

De nouvelles distinctions et médailles militaires

L'une des mesures approuvées par le Conseil des ministres d'hier est la création de la médaille de la participation aux guerres du Moyen-Orient en 1967 et 1973. Selon le communiqué rendu public, «cette médaille sera décernée selon des critères énoncés dans la loi, même à titre posthume, aux éléments de l'Armée nationale populaire ayant pris part à ces deux engagements».

Dans le même sillage, deux autres avant-projets ont été également examinés et approuvés par le Conseil des ministres. Le premier propose, lui aussi, la création d'une médaille de la bravoure militaire, destinée à reconnaître un acte de bravoure, notamment au combat et pour la sauvegarde de vies humaines». Le second avant-projet de loi, «qui amende la loi du 11 février 1986 complétera la médaille militaire avec un troisième chevron, dont l'octroi est conditionné par une période de service de 30 années avec mérite».

Ramadhan: 1,7 million de personnes concernées par la solidarité

Encore une fois, la flambée des prix des denrées alimentaires notamment à la veille de chaque mois de Ramadhan a été débattue lors du Conseil des ministres d'hier. Les administrations concernées ont été instruites de veiller à contenir la flambée des prix des denrées alimentaires. Le Président Bouteflika a même ordonné au ministère du Commerce d'engager la mise en œuvre effective du dispositif législatif et réglementaire pour la généralisation de la facturation et l'encadrement des marges à travers les circuits commerciaux. Quant au dispositif public de solidarité nationale pour le mois de Ramadhan, il bénéficiera, selon le compte-rendu dudit Conseil, à près de 1,7 million de personnes, sous la forme de colis alimentaires, d'aides financières et de repas servis durant toute la durée du mois de jeûne. Dans le même sillage, des dispositions ont été arrêtées, notamment pour «renforcer, durant le mois sacré, le contrôle sanitaire, l'observation des prix et la lutte contre la fraude, ainsi que la mise en place des permanences des commerçants pendant les jours de l'Aïd».

S. B.

L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE AU MENU DU CONSEIL DES MINISTRES

Un gain de 42 milliards de dollars escompté d'ici 2030

Le développement de l'efficacité énergétique devrait permettre de générer un gain financier de 42 milliards de dollars à l'horizon 2030 et une réduction de 9% de la consommation d'énergie.

C'est ce que prévoit l'exécutif qui a entériné hier lors du Conseil des ministres l'actualisation du programme national des énergies et sur le développement de l'efficacité énergétique.

Dans son volet relatif au développement de l'efficacité énergétique, le programme définit ainsi l'objectif d'une réduction de 9% de la consommation globale d'énergie à l'horizon 2030, soit une économie de 63 millions de tonnes équivalent pétrole (Tep), représentant un gain financier de 42 milliards de dollars.

En outre, la mise en œuvre de ce programme conduira, notamment, à l'isolation thermique de 100 000 logements par an ainsi qu'à la conversion au GPL de plus d'un million de véhicules particuliers et de plus de 20 000 autobus, en même temps que seront créés plus de 180 000 emplois. Quant à la partie relative aux énergies renouvelables, adoptée en 2011, l'exécutif observe des progrès dans l'évaluation des potentialités nationales en énergies renouvelables ainsi que la baisse des coûts dans les filières photovoltaïque et éolienne.

En conséquence, l'on escompte, à l'horizon 2030, un déploiement à plus grande échelle du photovoltaïque et de l'éolien accompagné, à moyen terme, de la production d'énergie à partir du solaire thermique, ainsi que l'intégration de la cogéné-

ration, de la biomasse et de la géothermie, précise le communiqué. Voire, la possibilité de répondre aux besoins du marché local et à d'éventuelles exportations vers l'Europe.

De fait, les énergies renouvelables représenteront, à terme, 37% de la production nationale d'électricité avec une économie de près de 300 milliards de m³ de gaz sur la période allant de 2021 à 2030, qui seront orientés vers l'exportation et rapporteront à l'Etat d'importants revenus supplémentaires, note le communiqué.

Evoquant des «encouragements publics» pour la réalisation de ces deux programmes, le Conseil des ministres évoque une évaluation annuelle.

Par ailleurs, l'exécutif revoit les modalités régissant les sociétés à responsabilité limitée (Sarll), à travers la révision dans un avant-projet de loi de certaines dispositions de l'ordonnance du 26 septembre 1975 portant code du commerce. Ainsi, les exigences légales de capital minimum de la Sarll et le rythme de sa libération seront fortement «assouplis».

En outre, l'avant-projet de loi introduit la notion de l'«apport en industrie» en vue de faciliter l'association entre les détenteurs de capitaux et des partenaires possédant déjà un savoir-faire ou des infrastructures.

Egalement, le nombre maximal des associés dans une Sarll sera porté de 20 à 50.

Mais dans le cas d'un retard dépassant six mois dans la création de la Sarll actée devant un notaire, les associés pourraient retirer leurs apports au-delà de ce délai.

C. B.